

Résolution adoptée
Séance plénière du 25 mars 2026

Consolider et organiser la défense de nos principes démocratiques face aux stratégies anti-genre

Déclaration du groupe CFDT

Les femmes, soit la moitié de l'humanité, sont à la merci de régimes politiques ou de mouvements qui dénie leurs droits et visent à les restreindre. En Afghanistan, elles sont victimes d'un véritable apartheid de genre.

En Europe, les mouvements anti-genre s'ancrent dans une dynamique de montée des conservatismes religieux, partageant un principe : faire primer leurs règles sur celles de la démocratie.

Nous assistons à des campagnes organisées contre l'avortement, l'éducation à la vie affective relationnelle et sexuelle, visant à remettre en cause la reconnaissance de la diversité des orientations sexuelles, identités et expressions de genre. Au-delà des campagnes, ces mouvements puissamment financés et structurés infusent dans la société, les médias, les réseaux sociaux et le monde politique, y compris jusqu'au Parlement européen.

La Confédération européenne des syndicats le confirme : certes l'Europe a été en avance en matière sociale et sociétale, mais on constate une offensive réactionnaire au-delà de l'extrême droite, pour détricoter les droits sociaux et environnementaux, et en première ligne, ceux des femmes.

La directive sur la transparence salariale, un levier fort pour l'égalité de salaires entre les femmes et les hommes, fait aussi l'objet de pressions fortes pour en atténuer ou différer l'application.

En France, la société plus tolérante et plus ouverte qu'elle n'était, est aussi traversée par des courants qui confortent les visions traditionnelles des rapports entre les femmes et les hommes.

Le féminisme est un combat pour l'égalité alors que le masculinisme fait l'apologie de la domination masculine, qui sert une volonté de rétablir des régimes autoritaires. Cette résolution a le mérite de nommer une réalité : l'état de droit est remis en cause. La société civile et les pouvoirs publics doivent se mobiliser pleinement pour le défendre.

Il s'agit d'un texte qui appelle à un rassemblement large pour engager le CESE dans une démarche de vigilance et d'action. La CFDT qui a toujours été engagée dans les luttes féministes et plus largement les combats démocratiques, **a voté cette résolution.**